

François Hollande : il évoque l'affaire des écoutes de la NSA et la taxe à 75 %

A l'issu de la réunion du Conseil européen vendredi, François Hollande a réagi sur la cyberattaque contre le site web de l'Elysée, la grève des clubs de foot et l'immigration en Méditerranée.

Qui est derrière l'attaque informatique menée contre le site web de l'Elysée entre les deux tours de l'élection de mai 2012 ? Vendredi, depuis Bruxelles où il participait à la réunion du Conseil européen, François Hollande a assuré que la cyberattaque avait "été déjouée, donc elle n'a pas eu de résultats, donc il n'y a rien à redouter". Ajoutant : "nous aussi [comme le journal Le Monde, NDLR] nous avons plusieurs pistes".

[Le Monde a révélé vendredi](#) une note interne de la NSA dans laquelle l'agence américaine dément être derrière la manœuvre, tente de rassurer la France, et évoque une possible implication du Mossad, l'une des agences du renseignement israélien.

Réagissant aussi à la polémique provoquée par l'annonce d'une grève des clubs de football professionnels français fin novembre, qui protestent contre l'application de la **taxe à 75 % sur les hauts revenus** dès l'an prochain, le président de la République s'est montré intransigeant : "La règle est la même pour tous", n'excluant pas, cependant, "un dialogue sur un certain nombre de difficultés".

L'immigration en Europe, et notamment via la Méditerranée, était aussi au menu de la réunion du Conseil européen. Celui-ci a "repris trois principes d'action", a rapporté François Hollande à la presse : "Agir sur les pays d'origine et de transit, ce qui veut dire renforcer les capacités d'un certain nombre de voisins de l'autre côté de la Méditerranée, et je pense notamment à la Libye [...] et traiter la source même de ces difficultés". Deuxième principe : une surveillance renforcée des frontières de l'Union européenne "afin d'éviter que des populations se retrouvent sur des navires de fortune ou d'infortune". Troisième axe : la lutte contre les trafics et les passeurs.

Selon Hollande, l'Europe va mettre en place une "task force" pour la Méditerranée. La Commission aurait déjà commencé à formuler des propositions, examinées lors du Conseil européen de décembre.